



Independent observer  
of the Global Fund

## Le Fonds mondial suspend son partenariat avec Heineken

Le Fonds mondial est revenu sur sa décision concernant son partenariat avec Heineken – mais pas pour les raisons que l'on pourrait croire, semble-t-il.

Le 29 mars, le Fonds mondial a indiqué dans une brève [annonce](#) qu'il suspendait le partenariat conclu avec Heineken « en raison d'informations récentes faisant état de l'utilisation d'hôtesse par la société pour faire la promotion de la bière de manière les exposant à l'exploitation sexuelle et à des risques pour leur santé ».

Le 23 mars, un journaliste néerlandais du nom d'Olivier van Beemen a publié un [article](#) sur le site web du quotidien NRC, dans lequel il déclare que Heineken fait appel à des « hôtesse » pour promouvoir la vente de bière dans 10 pays africains, et que ces femmes sont souvent confrontées à des « intimités importunes, à des abus ou à la prostitution pendant le travail ».

« Bien que nous ne connaissions pas tous les détails », a indiqué le Directeur exécutif du Fonds mondial dans un message au Conseil d'administration, « il est évident que la pratique consistant à faire appel à des « hôtesse » est courante dans l'industrie de la bière. En 2018, ce n'est tout simplement pas acceptable – et ça n'aurait du reste jamais dû l'être ».

C'est pour quoi, a indiqué M. Sands, « j'ai décidé que nous devons suspendre le partenariat du Fonds mondial avec Heineken. Jusqu'à ce que Heineken démontre être prêt à prendre des mesures décisives face à cette situation. Adopter cette position maintenant nous permet de prendre les devants en réponse aux inévitables questions sur ce que nous faisons face aux allégations. Cela pourrait également inciter Heineken à donner l'exemple au reste de l'industrie en apportant des changements positifs – ce qui serait une bonne chose en soi et pourrait nous permettre de reprendre le partenariat ».

M. Van Beemen, qui vient de publier un livre sur le recours aux hôtessees par Heineken, avance que l'entreprise est au courant du problème depuis des années, mais n'a pas fait grand-chose pour y mettre fin. En 2007, assure-t-il, une vaste étude interne a révélé que Heineken déployait quelques 15 000 hôtessees dans une centaine de pays. Dans 70 marchés, le recours à ces hôtessees était qualifié de risqué en raison d'abus sexuels, de sous-rémunération, de consommation obligatoire d'alcool ou d'uniformes provocateurs.

Invitée à commenter l'affaire, Heineken a répondu à M. van Beemen que « les pratiques décrites sont en complète contradiction avec les principes que nous défendons et nous condamnons fermement ces abus ». Selon Heineken, « ce sujet mérite une plus grande attention en Afrique que celle que nous et d'autres parties prenantes y avons prêté ces dernières années. C'est pourquoi, nos sociétés d'exploitation locales, les agences promotionnelles, les autres parties prenantes concernées et nous prenons des mesures supplémentaires en réponse à ces abus et pour éviter qu'ils se reproduisent à l'avenir ».

Le Fonds mondial et Heineken [avaient annoncé](#) en janvier 2018 un partenariat dans le cadre de la lutte contre les maladies infectieuses. Le Fonds mondial s'est vu critiqué par divers défenseurs de la santé publique et autres observateurs pour son association avec un produit dont ils disent qu'il peut nuire à la santé. (Voir [ici](#) et [ici](#).)

## Réactions

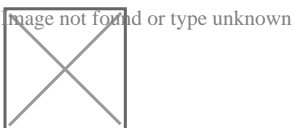
Comme le Fonds mondial devait s'y attendre, les militants et observateurs ont rapidement conclu qu'il cherchait un prétexte pour mettre fin au partenariat.

« Cette annonce est une bonne nouvelle pour la santé mondiale et le développement. Il ne fait aucun doute que le Fonds mondial a besoin d'une raison de mettre fin à ce partenariat peu judicieux, et l'actualité lui a donné une occasion de sauver la face », a déclaré Kristina Sperkova, Présidente internationale d'IOGT International dans un [blog](#) sur le site web de l'organisation. (IOGT était une des trois ONG qui avaient envoyé une lettre ouverte au Fonds mondial au début de l'année en protestation contre le partenariat.)

Mais « suspendre n'est pas la même chose que résilier », a ajouté Mme Sperkova. « Toute cette affaire expose aussi le fait que le Fonds mondial a manqué à son devoir de mener une analyse approfondie avant de conclure un partenariat avec un géant de l'industrie des boissons alcoolisées ».

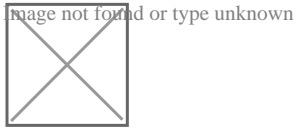
« L'incapacité du Fonds mondial à percevoir le conflit d'intérêts fondamental entre sa mission essentielle et un partenariat avec l'industrie de l'alcool », estime Mme Sperkova, « doit soulever des doutes sérieux sur son engagement à mener des actions fondées sur des données probantes pour mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme ».

Ils ont été nombreux à donner leur avis dans la twittosphère ; en voici quelques exemples :



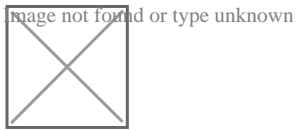
La prise de distance du Fonds mondial semble très limitée. Sa déclaration laisse entendre que si le brasseur n'avait pas de publicité sexiste, le partenariat pourrait reprendre. Ce n'est tout simplement pas suffisant.

Helen Clark est ancienne Première ministre de Nouvelle-Zélande et, plus récemment, ancienne Administratrice du PNUD.



Le Fonds mondial a suspendu son partenariat avec Heineken. Une occasion cruciale de totalement repenser et résilier un partenariat avec une société dont les produits ont d'importants effets nuisibles sur le plan social et de la santé, notamment parce qu'ils constituent un facteur de risque vis-à-vis des maladies non transmissibles, du sida et de la tuberculose.

L'Alliance sur les maladies non transmissibles (NCD Alliance) est l'une des deux autres ONG signataires de la lettre ouverte au Fonds mondial.



Premier pas positif de la part du Fonds mondial, qui a suspendu son partenariat avec Heineken. En voici quatre autres : reconnaître l'incohérence du partenariat en termes de santé publique et de maladies non transmissibles ; résilier le partenariat, pas seulement le suspendre ; revoir la politique du Fonds mondial en matière de partenariats ; lancer un dialogue au sein des Nations Unies sur les partenariats incompatibles avec les objectifs de développement durable.

Katie Dain est Directrice générale de l'Alliance sur les maladies non transmissibles.

[Read More](#)

---